



INTERPELLATION URGENTE

Auteur PS, par Joachim Felix Correia et Claudia Alpiger, SVPO, par Barbara Anthamatten et Die Mitte Oberwallis, par Bernd Kalbermatten

Objet Panne de Polycom dans la vallée de Saas: des risques pour la communication de crise en Valais

Date 04/05/2025

Numéro 2025.05.109

Actualité de l'événement

Les chutes de neige du 17 avril 2025 et les pannes qu'elles ont provoquées pour l'approvisionnement électrique et les systèmes de radiocommunication constituent un sujet d'actualité.

Imprévisibilité

On ne pouvait prévoir d'une part que de telles quantités de neige allaient tomber et, d'autre part, que le système Polycom, vanté depuis des années comme étant solide et sécurisé, subirait une défaillance en situation de crise.

Nécessité d'une réaction ou d'une mesure immédiate

Le prochain épisode de chutes de neige ou d'intempéries est quasiment programmé, avec le risque d'une nouvelle panne d'électricité prolongée. Il est donc important que le Conseil d'État réfléchisse sans tarder à une solution.

Les récentes intempéries du 17 avril 2025, lors desquelles de fortes chutes de neige ont touché le Valais (en particulier le Haut-Valais et les vallées de Saas et de Zermatt) ont montré à quel point il était important, en situation de catastrophe, de pouvoir compter en tout temps sur une communication fiable. C'est justement ce que Polycom, notre réseau radio national de sécurité, considéré comme solide et sécurisé depuis des années, n'a pas pu assurer à ce moment crucial: à la suite des fortes chutes de neige, il est tombé en panne pendant 24 heures environ dans toute la vallée de Saas.

Durant ce laps de temps, les équipes d'intervention ont dû largement improviser. Ainsi, ce n'est que grâce à leur propre antenne que les pompiers de la vallée de Saas ont pu communiquer avec Stalden. Sans cela, le silence radio aurait été total.

Un réseau de sécurité qui tombe en panne en situation de crise, voilà qui remet non seulement en question des milliards d'investissements, mais ébranle aussi la confiance envers la protection fournie par l'État en cas de catastrophe. L'incident met en lumière un risque structurel: lorsque des systèmes de communication essentiels tombent en panne pour cause de coupures de courant et qu'il n'y a aucun système redondant pour prendre le relais, les régions reculées se retrouvent particulièrement en danger.

Le système actuel sera progressivement remplacé dans le cadre du projet Polycom 2030. Ce projet doit garantir que le réseau puisse continuer à être utilisé au moins jusqu'en 2035, date à laquelle un nouveau système mobile de communication sécurisée à large bande (CMS) axé sur les besoins futurs doit être mis en service. Reste qu'en dépit de cette mesure transitoire, on peut toujours douter de la fiabilité du système actuel. Au vu des

pannes qui se sont produites en avril, il est urgent de répondre aux questions suivantes: que va-t-il se passer d'ici à 2035 lorsque de nouvelles intempéries frapperont le canton? Et où en est vraiment le développement du nouveau système?

Conclusion

Dans ce contexte et afin de s'assurer du bon fonctionnement de la communication de crise, nous aimerions obtenir du Conseil d'État les informations suivantes:

1. Qu'est-ce qui a causé concrètement la panne du réseau Polycom dans la vallée de Saas le 17 avril 2025?
2. Les sites Polycom du canton du Valais disposent-ils tous d'un approvisionnement électrique d'urgence sécurisé? Si ce n'est pas le cas, que prévoit le Conseil d'État pour remédier à ces lacunes, en particulier dans les régions périphériques?
3. Que pense le Conseil d'État de l'introduction d'un système de secours fiable (par exemple via des téléphones satellite), qui puisse être utilisé immédiatement et en toute simplicité?
4. Comment le Conseil d'État peut-il garantir que la sécurité de la communication soit assurée d'ici à l'introduction du nouveau système, en particulier lorsque de nouvelles intempéries se produiront?
5. Quelles sont les mesures prises par le Conseil d'État pour que les événements du 17 avril 2025 soient politiquement portés et abordés au niveau fédéral?